

BUREAUX DE POSTE

Pénurie de liquidités jusqu'à mars

«Le manque de billets de banque dans les bureaux de poste va persister jusqu'à mars prochain. Cette pénurie prendra fin avec l'application de la transaction de compte à compte pour les sommes dépassant les 500 000 DA.» C'est la réponse qui a été donnée à la commission des transports et des télécommunications de l'APN par le ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication, Mohamed Benhamadi.

Rym Nasri- Alger (Le Soir) – «Pour le ministre de la Poste et des technologies de l'information et de la communication, le manque de liquidités dans les postes sera réglé avec l'entrée en vigueur de la mesure du compte à compte à partir de 500 000 DA», a indiqué Mohamed Daoui, président de la commission des transports et des télécommunications de l'APN, hier à Alger.

Toutefois, il estime que cette mesure ne va pas résoudre le problème. «Cette nouvelle disposition ne mettra pas fin à cette pénurie. Des sommes colossales ont

été retirées et n'ont pas été réinjectées dans le réseau bancaire. L'Etat doit trouver d'autres solutions», explique-t-il.

S'agissant de la mauvaise prise en charge des pèlerins de la session 2010, Daoui a affirmé qu'«un rapport approfondi accompagné de témoignages de hadjis sera présenté incessamment».

En présentant le programme de la commission tracé pour l'année 2011, le même a énuméré les différents problèmes de transport aérien vers le Grand-Sud, notamment les prix excessifs des billets d'avion pour les régions du sud et les heures de



Photo : Samir Sid.

vol, programmés souvent tard le soir. «Les billets d'avion pour le Grand-Sud sont inaccessibles.

Air Algérie doit revoir ses prix ainsi que les horaires des vols vers ces régions» a dit M. Daoui. Il a également proposé de programmer des Boeing

pour la wilaya d'Illizi car, explique-t-il, «la région n'est desservie que par des avions de type ATR qui sont interdits de transport des malades et des détenus».

Quant aux télécommunications, il a relevé que ces mêmes régions souffrent d'un «manque d'en-

cadrement par Algérie Télécom». Selon lui, les régions du Grand-Sud, notamment Tamanrasset et Djanet, sont dépourvues d'une couverture de réseau téléphonique des différents opérateurs. Par ailleurs, l'intervenant a

appelé l'Etat à réviser le décret mis en place en 1985 et dont le but était d'inciter les cadres à s'installer dans le Sud.

«Ce décret est dépassé. Il doit être révisé pour qu'il devienne conforme au niveau de vie actuel», suggère-t-il.

R. N.

DOSSIERS DES MUTUELLES, ALLOCATIONS FAMILIALES ET RETRAITE ANTICIPÉE

L'UGTA plaidera pour un moratoire

La Centrale syndicale UGTA demandera un moratoire pour l'application des nouvelles dispositions régissant la gestion des mutuelles, la retraite anticipée et les allocations familiales. C'est ce qu'indiquent des sources proches du département du travail, de l'emploi net et de la sécurité sociale, quatre jours après l'entrevue entre Abdelmadjid Sidi-Saïd et Tayeb Louh.

Abder Bettache-Alger (Le Soir) - La rencontre entre le ministre du Travail, le secrétaire général de l'UGTA et les responsables d'organisations patronales a eu pour principal ordre du jour l'«évaluation des commissions mixtes relatives aux trois dossiers».

Les trois parties concernées par ces dossiers ont passé en revue le travail des trois commissions.

Pour rappel, ces commissions dont le travail est limité dans le temps sont chargées des allocations familiales, des mutuelles sociales, de la retraite et de l'évaluation du pacte national économique et social.

Comme le prévoit le communiqué final de la 13^e tripartite, elles sont présidées par le ministère du Travail et ont pour membres des représentants du patronat et de l'UGTA.

Une réunion se tiendra au début du mois prochain et sera consacrée, ajouta-t-on, à la finalisation desdits dossiers avant de les présenter à la prochaine tripartite.

Il s'agira d'une minitripartite, qui inclura dans son ordre du jour l'évaluation des différentes conventions de branches et les régimes indemnitaires finalisés dans le secteur économique et dans la Fonction publique.

Cela dit, la Centrale



syndicale n'exclut pas la revendication d'un moratoire relatif à l'application de ces trois dispositions, d'autant que «la nouvelle orientation économique préconisée par les pouvoirs publics plaide en sa faveur», explique-t-on.

Sur un autre plan, hier

s'est tenue au siège de la Centrale syndicale une réunion de travail présidée par le secrétaire général de l'UGTA, assisté par le secrétaire national chargé des questions économiques et des conflits sociaux, en présence des secrétaires généraux des

fédérations du secteur de la Fonction publique, notamment ceux qui n'ont pas encore finalisé le dossier de leur régime indemnitaire.

Lors de cette rencontre, Abdelmadjid Sidi-Saïd a de nouveau donné des orientations aux res-

ponsables des secteurs concernés pour «accélérer la finalisation des textes portant revalorisation salariale des travailleurs».

A ce propos, le secteur de la santé accuse un retard considérable dans la finalisation des textes relatifs au régime indemnitaire.

D'ailleurs, la Fédération des travailleurs de la santé n'exclut pas la «démonstration de force si la situation reste en l'état».

«La grève reste notre dernier recours», nous explique un syndicaliste affilié à la fédération.

En effet, la santé, qui compte le plus de travailleurs par rapport aux autres secteurs de la Fonction publique, accuse un retard important dans l'application des textes finaux relatifs à la revalorisation des salaires des 410 000 paramédicaux.

A. B.